

Investir dans un projet Outre-mer pour réduire son impôt

► Principe

La loi Girardin industriel est un dispositif fiscal créé afin de développer l'économie ultramarine en venant en aide aux entreprises implantées dans les Départements et Collectivités d'Outre-Mer.

Le principe est simple : Un contribuable fiscal français (« **Investisseur** ») peut bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu en participant au financement de biens productifs neufs dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer.

Pour ce faire, l'Investisseur participe, au plus tard le 31 décembre, à l'augmentation de capital d'une Société par Actions Simplifiée (« **SAS** »), acquéreur des biens. Ces derniers seront ensuite donnés en location par la SAS à un exploitant ultramarin (« **Société Locataire** ») qui sera tenu d'exploiter ces biens pendant une durée de 5 années pleines et entières, période pendant laquelle l'Investisseur doit conserver ses titres dans la SAS.

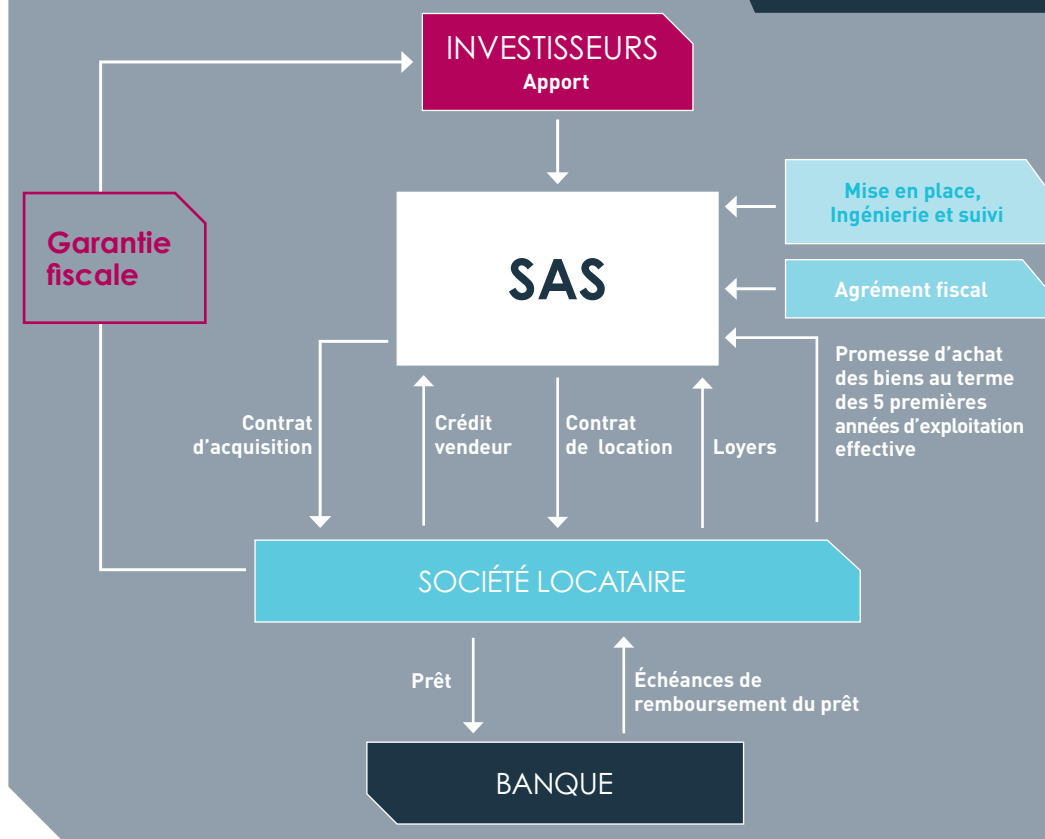
► Règles de plafonnement

L'opération d'investissement de la SAS est soumise aux règles de plafonnement global des niches fiscales et de plafonnement des opérations Outre-mer en vigueur.

► Financement

Le financement de cette opération sera assuré par :

- **Un apport financier des investisseurs** qui souscriront à l'augmentation de capital de la SAS ;
- **Un crédit-vendeur** consenti par la Société Locataire à la SAS.



► Sécurité Fiscale

- L'opération bénéficie d'un **agrément fiscal** délivré par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) ;
- Une **garantie fiscale** délivrée par la Société Locataire couvrant la SAS et ses associés de toute conséquence d'une reprise de tout ou partie de l'avantage fiscal.

► Sécurité Financière

- L'Investisseur ne réalise qu'un seul apport ;
- L'Investisseur ne répond d'aucune caution ni garantie au titre des engagements de la SAS.

► Sécurité de Sortie

- La cession des biens à la Société Locataire, au terme d'une promesse irrévocable d'achat des biens, est exerçable après 5 années d'exploitation pleines et entières, pour un prix fixe et définitif ;
- La sortie de l'Investisseur aura lieu au terme de la liquidation de la SAS, après la cession des biens.

► Gain fiscal pour l'investisseur

À titre d'exemple, pour bénéficier d'une **réduction d'impôt de 20 000 €**, l'investisseur apporte **89 %** du montant de la réduction d'impôt recherchée, soit la somme de **17 800 €, représentant un gain net d'impôt de 2 200 €**.